



### Informations du Guatemala

2° année, n°95

du 19 au 25 octobre 1984

#### POLITIQUE

Signature de l'acte de Contadora postposée indéfiniment

Arrivée de l'aide militaire US

"Armée d'occupation"

#### ECONOMIE

Chaos économique

#### CONTRE-INSURRECTION

L'armée perd le contrôle de la guérilla

Echanges d'expériences militaires

La population demande que l'on suspende les patrouilles

#### DROITS DE L'HOMME

Nouvelle dénonciation d'Amnesty International

Il faut empêcher les disparitions

Les disparus ne sont pas détenus dans les prisons d'Etat

Nouvelles rafles

Liberté de Presse, muselée

Enlèvement d'un prêtre catholique

Pas de solution en vue pour Coca-Cola

Le droit à la liberté d'organisation et d'association, violé

#### REFUGIES

Les réfugiés sont bien traités

#### EDITORIAL

4 P 12.315

## POLITIQUE

### SIGNATURE DE L'ACTE DE CONTADORA POSTPOSEE INDEFINIMENT

Selon une déclaration conjointe publiée le 20 octobre, les fonctionnaires des Chancelleries du Guatemala, du Salvador, du Costa Rica et du Honduras, qui se sont réunis les 18 et 19 octobre au Honduras, ont décidé de postposer indéfiniment la signature de l'acte de Contadora après avoir convenu d'entamer une "longue ronde de consultations" sur le processus de pacification.

Le Chancelier du Honduras, Edgardo Paz Barnica, a récusé l'affirmation selon laquelle les Etats-Unis auraient influé sur la réunion. Le Nicaragua, seul pays à avoir accepté tel quel l'acte de paix de Contadora, a été tenu à l'écart de cette réunion.

### ARRIVEE DE L'AIDE MILITAIRE US

Paul Tylor, fonctionnaire de l'Ambassade des Etats-Unis au Guatemala, a déclaré le 23 octobre que l'armée guatémaltèque allait recevoir dans le courant de ce mois, la première part des 6 300 000 dollars assignés par les Etats-Unis dans le cadre de l'aide militaire pour 1984.

Tylor a souligné que cette première affectation sera consacrée aux programmes d'instruction et d'entraînement militaire des officiers guatémaltèques dans des bases nord-américaines.

La reprise de l'aide militaire des Etats-Unis au régime guatémaltèque, après une interruption de huit ans, coïncide avec la prise de position adoptée par trois organes de l'ONU, y compris l'Assemblée Générale, au cours de cette année, à savoir que les gouvernements du monde entier s'abstiennent de fournir une aide militaire au Guatemala, tant que son gouvernement poursuit ses violations des droits de l'homme.

### "ARMEE D'OCCUPATION"

Les parlementaires britanniques Lord Avebury et Anthony Lloyd, respectivement libéral et travailliste, ont dénoncé le 23 octobre, au terme d'une visite de cinq jours au Guatemala, les troupes officielles du pays qui ont toutes les caractéristiques d'une "armée d'occupation" et qui ont transformé le Guatemala en une "nation de veuves et d'orphelins".

En outre, les membres du groupe parlementaire britannique des droits de l'homme ont exprimé leur refus devant la possibilité d'une reprise des relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et le Guatemala. Ils ont par ailleurs estimé qu'aucun pays membre des Communautés européennes ne devrait pourvoir le régime militaire guatémaltèque en aide économique.

## ECONOMIE

### CHAOS ECONOMIQUE

Des entités représentatives des secteurs les plus puissants du pays ont allégué les 18 et 19 octobre que le gouvernement militaire est responsable du chaos économique dans lequel se trouve plongé le pays.

La presse a publié des communiqués du Comité Coordinateur des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et Financières -CACIF- et d'autres associations privées assez importantes qui accusent le gouvernement d'être responsable de :

- la perte quasi totale des réserves monétaires et la continuation d'une politique d'endettement croissant.

- l'adoption de mesures qui affaiblissent la balance des paiements, accroissent le chômage, diminuent la production et mettent en danger le commerce extérieur.
- l'échec des projets d'électrification du pays, après la découverte de défauts structuraux, dûs à la négligence et à la corruption, dans les centrales hydro-électriques principales du pays.

### CONTRE-INSURRECTION

#### L'ARMEE PERD LE CONTROLE DE LA GUERILLA

Le Colonel Jose Luis Diaz Muñoz, chef de la zone militaire du département occidental de Quetzaltenango, un des plus importants du pays, a affirmé le 18 octobre qu'on ne pouvait en aucun cas croire que l'armée contrôle la guérilla.

Diaz Muñoz a également fait remarquer que les 1 000 effectifs qui composent cette garnison sont sans cesse engagés dans des opérations militaires et des actions de contre-insurrection.

#### ECHANGES D'EXPERIENCES MILITAIRES

Le porte-parole de l'institution armée, le Colonel Hector Rosales Salaverría, a fait savoir que des représentants de la Junte Interaméricaine de Défense, de l'Organisation des Etats Américains -OEA- sont arrivés le 19 octobre au Guatemala où ils se sont entretenus avec de hauts responsables de l'armée.

Ce même porte-parole a signalé que les membres de la délégation dirigée par un haut gradé nord-américain étaient en visite au Guatemala dans le but "d'échanger les expériences vécues par les diverses armées de l'OEA dans le cadre de la défense de la souveraineté de leur territoire respectif".

#### LA POPULATION DEMANDE QUE L'ON SUSPENDE LES PATROUILLES

La population avoisinant Chichicastenango, au nord-ouest du département de El Quiché, dans un document présenté à la presse et daté du 18 octobre, a demandé la suspension des patrouilles d'auto-défense civiles, groupes paramilitaires dirigés par l'armée, car loin d'assurer sa protection, ils commettent de nombreuses violations contre cette même population.

### DROITS DE L'HOMME

#### NOUVELLE DENONCIATION D'AMNISTY INTERNATIONAL

Le Guatemala est un des pays où sévissent les pires violations des droits de l'homme, stipule un rapport d'Amnesty International pour 1984, rendu public à Londres, le 22 octobre.

Le rapport souligne qu'au Guatemala, les forces de sécurité et les groupes paramilitaires qui agissent sous les ordres ou avec l'aval du gouvernement, sont encore aujourd'hui responsables des violations massives des droits de l'homme, sans oublier des actes de torture à large échelle, des disparitions et des exécutions sommaires.

#### IL FAUT EMPECHER LES DISPARITIONS

La campagne de la Commission des droits de l'homme du Guatemala, réclamant la restitution en vie et la libération de plus de 35 000 personnes détenues ou disparues au cours des 17 dernières années, a touché à sa fin le 23 octobre au Mexique sur un ultime appel à la Communauté internationale pour que celle-ci s'efforce d'obtenir du gouvernement guatémaltèque qu'il renonce à la pratique de la disparition forcée comme mécanisme de contrôle et de terreur.

#### LES DISPARUS NE SONT PAS DETENUS DANS LES PRISONS D'ETAT

Le régime militaire du Guatemala a récusé, le 22 octobre, les accusations des organismes humanitaires et de l'organisation des Nations Unies sur l'existence de détenus-disparus dans le pays.

Le ministre de l'Intérieur, Gustavo Adolfo Lopez, a nié leur présence dans les prisons d'Etat, et d'après lui ils seraient "hors du territoire national ou auraient intégré des groupes marginaux, vivant hors du cadre légal".

#### NOUVELLES RAFLES

Le porte-parole de la police nationale, le Colonel Mario Ramirez Ruiz, a annoncé le 18 octobre qu'une nouvelle campagne d'arrestations massives est menée à bien dans la capitale par les forces de sécurité gouvernementales.

Selon les informations de la police, quelques 2 000 personnes ont été arrêtées le 17 octobre dans des quartiers marginaux de la ville de Guatemala, inculpés de ne pas être munis des papiers d'identité nécessaires.

Parmi les documents exigés par les agents de sécurité, on peut citer la preuve de recensement, et le certificat attestant de la participation aux élections de juillet dernier.

#### LIBERTE DE PRESSE, MUSELEE

Le 20 octobre, des tribunaux guatémaltèques décrétaient la détention provisoire des journalistes américains Jack et Louis Anderson. En janvier dernier, un article signé de leur plume a été publié dans le Washington Post, dénonçant l'activité de Mario Sandoval Alarcon, dirigeant anti-communiste du Guatemala, et sa responsabilité dans divers délits, notamment son affiliation aux groupes paramilitaires gouvernementaux.

#### ENLEVEMENT D'UN PRETRE CATHOLIQUE

Le prêtre catholique Miguel Angel Montufar fut arrêté sans ménagements et emmené hors de l'église Concepcion, sur la colline Las Palmas, dans la zone 16 de la capitale, par des forces de sécurité qui circulaient à bord de véhicules sans immatriculation. Ces renseignements ont pu être fournis par des témoins oculaires de l'enlèvement.

Les voisins du prêtre occupèrent l'église et exigèrent du gouvernement qu'il relâche le prêtre, vivant. En effet, ils craignent que le prêtre subisse le même sort que les milliers d'autres disparus et détenus du Guatemala.

#### PAS DE SOLUTION EN VUE POUR COCA-COLA

Le ministre du Travail, Carlos Padilla, a fait savoir le 19 octobre, que bien qu'à dix mois de la date de fermeture de l'usine Coca-Cola, décidée unilatéralement par ses propriétaires, le conflit se poursuit sans que l'ébauche d'une solution se dessine. Le ministre a cependant reconnu, les carences réelles en matière de législation du travail, pour une meilleure protection des travailleurs.

#### LE DROIT A LA LIBERTE D'ORGANISATION ET D'ASSOCIATION, VIOLE

Le 20 octobre, le syndicat des travailleurs de l'entreprise de verre d'Amérique Centrale, dans un communiqué qui réitère son appel au gouvernement pour qu'il libère, vivant, Fernando Garcia, dirigeant de ce syndicat, arrêté il y a huit mois, affirme que les autorités s'opposent à l'exercice du droit de libre association et organisation.

REFUGIES

LES REFUGIES SONT BIEN TRAITES

Jorge Toriello, président de la Croix Rouge guatémaltèque, a déclaré le 21 octobre que les réfugiés guatémaltèques qui se trouvent dans les campements mexicains "sont bien traités".

Toriello négocie, au nom du régime militaire guatémaltèque, le rapatriement des milliers de réfugiés qui ont fui la violence et les foudres de l'armée, déchaînées contre les paysans indigènes.

EDITORIAL

Le groupe de l'Initiative Privée s'est montré, cette semaine, opposé aux récentes mesures fiscales imposées par le régime militaire. Ce dernier étant responsable, toujours d'après le groupe, du chaos économique dans lequel le Guatemala se trouve plongé.

Ce point de discorde, bien que fondé uniquement sur les aspects économiques, ne cesse cependant pas d'avoir de graves répercussions politiques, lorsque, et ce fut le cas récemment, le chef du gouvernement en appelle à la compréhension des chefs d'entreprises : "L'Etat a besoin de ressources pour répondre à ses besoins en matière de défense".

Le gouvernement se trouve ainsi devant une impasse. S'il accède et cède aux pressions exercées par le monde patronal, il ne sera pas en mesure de couvrir les dépenses militaires croissantes, indispensables à sa politique de force.

Par ailleurs, bien maigres sont les chances de pouvoir imposer de nouvelles charges fiscales aux secteurs majoritaires qui ont déjà dû subir l'année dernière les plus graves retombées de la crise, provoquée par le régime militaire à la suite de sa décision d'augmenter les impôts indirects. Non obstant, la concentration des ressources dans le seul but d'alimenter le secteur de la défense, affecte profondément le niveau de vie de la population et suscite une augmentation au baromètre de la tension sociale.

L'autre alternative à l'impasse qui serait de maintenir une position ferme face aux revendications de l'Initiative Privée et d'utiliser la force pour s'imposer pourrait bien provoquer des sursauts de révolte au sein de l'armée et dès lors déboucher sur un éloignement de cet allié principal.

Le régime, s'il veut s'attirer la confiance de l'Initiative Privée, devra s'avérer efficace dans la pacification du pays, qui à son tour permettra un climat favorable aux investissements et prouver son aptitude à gérer et administrer les caisses de l'Etat. Faut-il souligner, que face à la situation de crise traversée par le pays, il serait peu opportun de creuser d'avantage le fossé qui sépare le secteur privé et l'armée.

La situation se complique devant les accusations portées par l'Initiative Privée contre les régimes militaires qui utilisent les fonds de l'Etat pour financer "abus et corruptions" et devant la riposte de l'armée qui, elle, voue l'Initiative Privée aux gémonies car elle permettrait l'éclosion d'un climat économique et social d'insurrection.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX